

*Canagrex*

plus loin. Cette société est devenue une des cinq principales sociétés pétrolières au Canada, achetée grâce aux deniers publics.

Nous sommes maintenant saisis d'un projet de loi qui permettra au gouvernement de fixer le prix des produits agricoles. Pour avoir mainmise sur quelque chose, il suffit d'en fixer le prix de vente. Si le ministre n'avait pas cela à l'idée, pourquoi ne supprime-t-il pas la disposition qui a trait à l'achat et à la vente? Nos inquiétudes seraient alors atténuées. Toutefois, il ne veut pas retrancher ces dispositions. Nous devons présumer qu'il installe un mécanisme qui permettra de parvenir à cette fin.

Je voudrais maintenant citer quelques passages d'un certain ouvrage:

Il faut y voir un instrument précieux à l'aide duquel des partis dynamiques peuvent implanter des gouvernements socialistes dans certaines provinces, d'où le radicalisme pourrait ensuite fructifier lentement en se répandant ailleurs...

... qu'il est insensé d'entretenir des stratégies visant à faire basculer tout le pays en même temps et de la même manière dans le socialisme...

Si l'on parle tactique, la seule question pertinente pour des socialistes démocratiques est la suivante: «Jusqu'à quel point la majorité de la population peut-elle, pour le moment, être amenée à désirer des réformes?»...

Des partis portant des noms différents peuvent même diffuser la même idéologie dans plusieurs provinces...

Je souhaiterais voir les socialistes se sentir libres d'adopter n'importe quelle tendance politique ou faire usage de n'importe quel instrument constitutionnel propre à résoudre tel ou tel problème particulier à tel ou tel moment donné;

Ces extraits sont tirés des pages 132, 134, 135 et 137 du volume intitulé «Le fédéralisme et la société canadienne-française» dont l'auteur est le premier ministre actuel. Si cela ne nous apprend rien, j'ignore ce qui pourrait le faire.

Certains organismes à vocation agricole au Canada ne veulent pas de Canagrex; néanmoins, le gouvernement et le ministre de l'Agriculture font absolument fi de ces groupements. Je voudrais en énumérer quelques-uns: Alberta Beekpers Association, Alberta Canada All Breeds Association, Alberta Canola Growers Association, Alberta Cattle Commission, Alberta Pork Producers Marketing Board, British Columbia Cattle-men's Association, British Columbia Pork Producers Association, Société des éleveurs de bovins canadiens, Association canadienne d'exportation, Canadian Meat Council, Association canadienne du commerce des semences, Association des consommateurs du Canada, Flax Growers Western Canada, Manitoba Canola Growers Association, Manitoba Cattle Producers' Association, Ontario Bean Dealers Association, Palliser Wheat Growers Association, Saskatchewan Canola Growers Association, Saskatchewan Hog Marketing Commission, Saskatchewan Stockgrowers' Association, Shippers and Exporters Association, Western Barley Growers' Association, Western Stockgrowers' Association. En dépit de cette opposition générale, le gouvernement va imposer cette mesure législative à ces gens qui n'en veulent pas. Qu'arrive-t-il donc au Parlement?

Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture (M. Dionne) affirme que la Fédération canadienne de l'agriculture a pris cette initiative il y a un certain nombre d'années. Tel n'est pas le cas. C'est le Manitoba Farm Bureau qui a agi dans ce sens il y a environ sept ans. Cet organisme a ouvert les yeux et s'y oppose maintenant. Pourquoi le gouvernement inter-prête-t-il faussement sa position? Le gouvernement a tout à

fait tort de vouloir imposer ce programme socialiste à une collectivité agricole de libre entreprise. Telle est en somme la situation. Cet organisme va avoir la haute main en dépit des dénégations du ministre de l'Agriculture.

• (1130)

Comme vient de le mentionner mon collègue, le député de Bruce-Grey (M. Gurbin), l'agriculteur canadien produit dix fois plus que son homologue soviétique. Pourquoi vouloir alors tomber dans un piège socialiste? C'est inopportun, irréaliste et injustifié.

Je tiens à lire ici, monsieur le Président, un communiqué qui a été publié par tous les opposants à Canagrex, de sorte qu'il figure bien au compte rendu:

Le gouvernement a annoncé à nouveau son intention de faire adopter à la Chambre des communes le projet de loi C-85, tendant à constituer une société de la Couronne chargée de l'exportation des produits agricoles, CANAGREX.

Et cela, en dépit de l'opposition des secteurs agricole et commercial et de consommateurs de tout le Canada, dont la plupart des producteurs agricoles qui pourraient voir leur situation modifiée par suite de la création de CANAGREX. Les associations susmentionnées se sont toujours opposées à la création de CANAGREX, telle qu'elle est proposée dans le projet de loi C-85, et veulent aujourd'hui rétablir les faits au sujet du marché canadien de l'exportation agricole et de son potentiel. Nous connaissons à l'heure actuelle un regain sans précédent des exportations agricoles et, à l'aide des mécanismes existants d'exportation nous perçons de nouveaux marchés tous les jours ou presque. Nous apprécions que le gouvernement veuille stimuler l'expansion de ces exportations, mais nous croyons que son projet de créer CANAGREX est inutile, inopportun et mal orienté.

L'opposition peut-elle être plus directe que cela, monsieur le Président? Peut-être que le premier ministre et le ministre de l'Agriculture ne comprennent pas ce qu'on leur dit:

INUTILE, car nous croyons que le gouvernement dispose à l'heure actuelle de tous les moyens dont il a besoin pour stimuler l'exportation des produits agricoles, sans devoir créer à cette fin encore une autre société de la Couronne. Si l'on élargissait seulement un peu leur mandat, la Société pour l'expansion des exportations, la Corporation commerciale canadienne et le Service du commerce extérieur pourraient fort bien s'acquitter de fonctions financières, institutionnelles et d'aide à la commercialisation, et à bien meilleur marché pour le contribuable.

Le gouvernement oublie le contribuable. Il ne pense qu'à une chose, le moyen de tirer un dollar de plus de la poche du contribuable. Je dois dire aux députés d'en face que les poches des contribuables canadiens sont presque vides.

INOPORTUN, parce que, en créant CANAGREX, le gouvernement veut intervenir directement dans le commerce, se donner le pouvoir d'acheter et de vendre sur les marchés internationaux. Cela serait nettement contraire à la décision antérieure du gouvernement de ne pas créer une Société du commerce national.

Ce projet a certes fait l'objet de beaucoup de publicité. C'est une bonne chose qu'il ait été abandonné.

Cela exercera une concurrence déloyale envers nos mécanismes existants d'exportation, avec la possibilité de graves effets négatifs sur l'ensemble de notre commerce agricole. C'est inutile, puisque les organisations para-agricoles étrangères, auxquelles est censée correspondre CANAGREX, ne s'occupent pas d'exportation directe.

MAL ORIENTÉ, en ce sens que la question fondamentale de la croissance des exportations agricoles du Canada est totalement absente du projet de loi visant la création de CANAGREX.

Évidemment, les gens qui s'intéressent à l'agriculture savent comment l'actuel ministre de l'Agriculture a brimé la production agricole en créant des offices de commercialisation partout où la chose lui était possible.